

Les crédits

palement. D'abord, par ce qu'on appelle le financement des programmes établis, et ensuite, par les paiements de péréquation à certaines provinces.

Monsieur le Président, dans le Budget qui est présenté, on arrive à dire que nous allons diminuer de 1 p. 100 l'augmentation faite aux provinces au niveau du financement des programmes établis. Ce qui veut dire qu'il y aura, au cours des cinq prochaines années, une augmentation d'argent du gouvernement fédéral aux provinces, indépendamment de cette diminution de 25 milliards de dollars en cinq ans. Et les paiements de péréquation qui vont à certaines provinces, dont le Québec, ne sont, en aucune façon, touchés par le Budget.

• (1330)

Le point encore plus important, monsieur le Président, c'est que l'argent transféré par le fédéral aux provinces l'est, mais que le fédéral n'a absolument rien à décider avec l'argent qui est transféré. La province peut dire et faire ce qu'elle veut avec l'argent qu'on lui donne. Elle peut faire des routes, des écoles, des hôpitaux, elle peut faire ce qu'elle veut. On n'a aucune espèce de contrôle dessus.

Alors, l'attaque du député de Laurier—Sainte-Marie est absolument folichonne à ce niveau-là.

Il a parlé des allocations familiales, des pensions de vieillesse, et que nous mettions cela à 50 000\$ cette année et que c'était pour diminuer à l'avenir, jusqu'à 10 000\$. Je pense qu'il faut d'abord, avant de critiquer un budget, faire le tour des commentaires qui ont été faits. Le premier commentaire qui est intéressant, c'est le critique en matière des finances du parti libéral du Canada qui disait, le 21 mars dernier, que nous devrions taxer les allocations familiales et les pensions de vieillesse, et que, pour des gens d'un certain niveau, on devrait leur enlever. C'est ce que disait le critique en matière des finances du parti libéral du Canada, je dis bien. C'est lui qui disait cela, avant le Budget: Enlevez l'argent des pensions de vieillesse, des allocations familiales, à ceux qui n'en ont pas besoin!

Il disait également, et cela, on est absolument d'accord avec lui: Il faut maîtriser le déficit annuel. Et c'est vague, le déficit annuel. C'est quoi, monsieur le Président, le déficit annuel? Le déficit annuel du gouvernement canadien, c'est le montant d'argent qui dépasse les revenus empochés par l'État. Ce qui veut dire que depuis 25 ans, annuellement, le gouvernement canadien a dépensé, et je dis bien annuellement, c'est-à-dire à tous les ans, le gouvernement canadien a dépensé plus d'argent qu'il n'a empoché de revenu. Notre déficit, pendant quatre ans, nous avons réussi à le diminuer, parce que quand nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, nous en étions, monsieur le Président, à un déficit de 39 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'en 1984, sous le gouvernement libéral, on dépensait 39 milliards de plus qu'on n'empo-

chait d'argent comme gouvernement. En quatre ans, on l'a ramené à 28 milliards. La somme de ces dépenses annuelles supplémentaires fait en sorte qu'aujourd'hui, on a une dette nationale, le cumul des déficits, de 320 milliards.

Monsieur le Président, 320 milliards, pour beaucoup de gens, c'est un trop gros chiffre. Cela veut dire, 320 milliards, 3 millions à l'heure. La dette nationale s'accumule à raison de 3 millions à l'heure ou 80 millions par jour. C'est cela le problème de ce pays. Et c'est cela l'héritage de ce parti-là, c'est-à-dire le parti libéral du Canada. C'est cela l'héritage que nous avons, monsieur le Président, et avec lequel il faut travailler.

Et si on écoute les commentaires de l'opposition, tout ce qu'ils disent, sur tous les sujets, c'est de l'argent, de l'argent, donnez plus d'argent, donnez plus d'argent! Comment dépense-t-on dans ce gouvernement, et comment ce gouvernement est-il géré, depuis 1984?

Sur chaque dollar, monsieur le Président, qui est entré dans nos poches ici à Ottawa, 16c. seulement servent à l'administration du pays, pour payer les salaires des fonctionnaires, payer les bâtisses fédérales, etc., 16c. seulement. Par contre, 35c. servent à payer des intérêts. Pas la dette! Les intérêts sur la dette.

[Traduction]

M. Wappel: A l'heure actuelle. Ce n'était pas le cas en 1984. Le montant est plus élevé aujourd'hui. Donnez-nous des renseignements exacts.

[Français]

M. Vincent: Ah oui, c'était 32c. en 1984. Ne vous en vantez pas, l'opposition! C'est effroyable! Ne vous en vantez pas! A 32c. je serais gêné. Je comprends pourquoi vous êtes allés vous cacher! Ne vous vantez pas de cela!

Monsieur le Président, une somme importante, à peu près 25c. du dollar, s'en va aux provinces. Une somme importante s'en va aux pensions de sécurité de la vieillesse, aux allocations familiales, à l'assurance-chômage.

J'entends l'opposition dire qu'on devrait couper. On dépense 16c. du dollar pour administrer un pays, mais si on n'en a pas d'argent supplémentaire à donner, c'est parce qu'on dépense 35c. à payer les intérêts que ce parti a créés par la monstruosité de la dette qu'il a mise en branle. Puis les Canadiens et Canadiennes qui nous écoutent, eux, ils comprennent cela. L'opposition ne comprend pas, mais eux, ils comprennent que si à tous les ans, tu gagnes 20 000\$, puis tu en dépenses 25 000\$, au bout de 20 ans, 5 000\$ par année fois 20, tu es 100 000\$ «dans le trou». Cela, les familles canadiennes le comprennent. Elles comprennent également que si tu as un revenu net de 50 000\$ par année, tu peux ne pas recevoir le plein montant de la pension de sécurité de la vieillesse et tu vas vivre très bien. Tu peux ne pas recevoir le plein montant des allocations familiales, tu vas encore vivre très bien. Quatre p. 100 des trois millions de Canadiens qui reçoivent